

**RWANDA : FICHE PAYS – MAI 2024**

Catégorie OCDE (2023) : 6/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : B+/ B2/ B+

Monnaie locale : Franc rwandais (RWF) / Régime de change : flottant

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -



**FORCES**

- Faible niveau de corruption et bonne gouvernance
- Investissements en infrastructures importants
- Stabilité politique
- Développement du secteur privé
- Climat des affaires favorable

**FAIBLESSES**

- Etroitesse du marché interne
- Pays enclavé
- Dépendance aux cours des matières premières
- Secteur industriel encore peu développé

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : Stable

Environnement macroéconomique et financier :

- **Vulnérabilité de la croissance** : La croissance est restée résiliente en 2023 à +8,2% (après +8,2% en 2022), tirée par le dynamisme de l'activité des services et manufacturière, et malgré l'impact défavorable des conditions météorologiques sur la production agricole. Pour 2024, l'activité resterait allante, favorisée par la hausse des investissements étrangers (construction de l'aéroport de Bugesera notamment), mais aussi par la diminution de l'inflation qui soutiendrait la consommation privée. L'investissement local est néanmoins susceptible de ralentir en lien avec le durcissement monétaire, tandis que l'investissement public serait plus modéré compte tenu des efforts de consolidation budgétaire en cours.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public diminue progressivement, mais reste élevé à -7,3% du PIB en 2023 (exercice budgétaire terminé en juin 2023), après -7,6% du PIB en 2022. Pour l'exercice budgétaire 2024, le déficit est prévu à -6,8% du PIB. La modération des dépenses publiques d'investissement permettrait en partie de compenser la hausse des dépenses liées à poursuite des efforts de reconstruction à la suite des inondations de 2023 et au contexte électoral (élections prévues à mi-2024). La dette publique devrait atteindre un pic à 78% du PIB en 2024, tirée par la dépréciation de la monnaie locale compte tenu de sa part externe élevée (77% du total de la dette en 2023). Sa structure favorable (poids des crédits concessionnels et maturité) limite cependant les risques d'insolvabilité du pays.
- **Vulnérabilité extérieure** : Malgré la hausse attendue des recettes d'exportation (reprise du secteur agricole, cours soutenu de l'or, dynamisme du tourisme), le déficit courant resterait élevé en 2024 (prévu autour de -12% du PIB), pénalisé par le dynamisme des importations nécessaires à la réalisation des grands projets d'infrastructures. Les réserves de change à 1,7 Md d'USD fin 2023 (4,4 mois d'importations environ), ainsi que le soutien financier des créanciers multilatéraux devraient permettre au pays d'honorer le service de sa dette, qui demeure par ailleurs relativement limité (près de 270 M USD en 2023). Après s'être déprécié de près de 18% sur un an à fin 2023, les pressions baissières sur la monnaie ne sont pas à écarter, notamment en raison du déficit courant qui resterait élevé.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le niveau de capitalisation des banques est satisfaisant à 21,5% en 2023, au-dessus du minimum règlementaire requis de 15%. Le taux de créances douteuses a augmenté, à 4,1% (contre 3,3% 2022) mais ne constitue pas une source d'inquiétude.

Environnement politique et gouvernance :

- **Stabilité socio-politique** : Le président Kagame et son parti, le Front Patriotique Rwandais, devraient remporter les élections prévues en juillet 2024. Malgré un système politique qui ne laisserait pas de place aux prétentions électorales de l'opposition, le leadership incontestable du président Kagame sur la scène politique favorise la stabilité et la continuité politique du pays. Les relations avec le pays voisin, la RDC, restent cependant encore tendues.
- **Climat des affaires** : Le Rwanda dispose d'un environnement des affaires et d'une gouvernance parmi les plus favorables du continent africain. Le Rwanda est reconnu pour son faible niveau de corruption et l'utilisation efficace de l'aide internationale accordée au pays

Environnement et politique du climat :

- **Vulnérabilité climatique** : L'économie rwandaise est encore tributaire de l'agriculture et reste ainsi très vulnérable au changement climatique. Signataire des Accords de Paris, le pays s'est engagé à réduire de 16% ses émissions de GES à l'horizon 2030 et de 22% supplémentaires, sous réserve de l'obtention d'un soutien du financier externe.

**STRUCTURE DES ECHANGES**

Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)				Part moyenne des échanges de marchandises 2018-2022 (% du total)			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Or, pierres fines	29,7%	Pétrole, combustibles	14,8%	Emirats arabes unis	30,1%	Chine	19,5%
Café, thé, maté, poivre	19,0%	Machines, appareils élect.	9,1%	Congo, République démocratique	28,4%	Tanzanie	9,5%
Farines (froment, météil)	4,0%	Machines, appareils méc.	7,4%	Grèce	4,8%	Inde	8,6%
Préparations à base de céréales	2,2%	Céréales (blé, riz, météil)	5,1%	Suisse	3,4%	Emirats arabes unis	8,6%
Produits laminés plats (en fer, acier)	1,9%	Voitures automobiles	3,9%	France (22ème)	0,2%	France (19ème)	0,9%

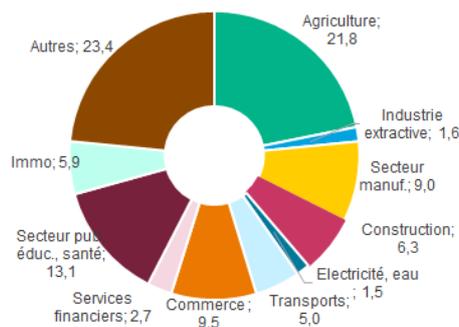
Source: Cnucead

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

RWANDA	2020	2021	2022	2023(p)	2024(p)	2025(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	10	11	13	14	14	14
<i>Rang PIB mondial</i>	142	143	138	138	137	137
Population (Mns)	12,7	13,0	13,2	13,5	13,9	14,2
<i>Rang Population mondiale</i>	74	74	74	73	73	72
PIB / habitant (USD)	803	853	1 005	1 032	998	1 006
Croissance PIB (%)	-3,4	10,9	8,2	8,2 <sup>D</sup>	6,9	7,0
Inflation (moyenne annuelle, %)	12,0	-0,3	17,4	20,4	5,8	5,0
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	6,2	17,0	10,4	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dette publique (% PIB) <sup>E</sup>	72,4	73,3	68,0	71,6	78,0	77,2
Solde public (% PIB) <sup>E</sup>	-9,1	-8,6	-7,6	-7,3	-6,8	-5,3
Charge de la dette publique (% recettes budg.)*	5,5	NA	NA	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	-12,1%	-11,2%	-9,8%	-11,7%	-12,1%	-9,8%
IDE (% du PIB)**	1,5%	2,1%	3,0%	3,2%	3,3%	3,4%
Réserves (en mois d'importation B&S)**	6,8	7,0	5,0	4,4	5,7	5,8
Dette extérieure totale (% PIB)*	81%	84%	73%	69%	78%	85%
Dette extérieure CT (% PIB)*	3,7%	3,7%	2,8%	NA	NA	NA
Taux de change***	972	1010	1071	1264	NA	NA
<b>SYSTEME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	21,2	20,9	21,0	NA	NA	NA
Taux de NPL	4,3	4,6	3,3	NA	NA	NA
ROE	13,8	18,0	21,2	NA	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	103	98	99	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	59	56	41	28	38	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	155	153	153	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	151	152	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions Sources: FMI (WEO, avril 2024); \*Banque Mondiale; \*\*Oxford Economics; \*\*\*T. Reuters a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch; D: NISR; E: Source: données correspondant à l'exercice budgétaire allant de juillet à juin, FMI (Country Report No. 23/422).

Rwanda : Ventilation sectorielle du PIB (% , 2023\*)



Source : NISR, \*données prévisionnelles



## 1. SITUATION ECONOMIQUE

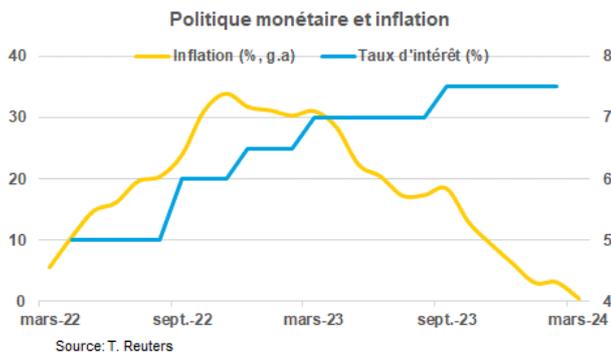
- **Vers une croissance dynamique en 2024**

En 2023, la croissance est restée résiliente à +8,2% (après +8,2% en 2022), selon les données de [l'institut National de Statistiques locale](#), favorisée par le dynamisme de l'activité des services et manufacturière, et malgré l'impact défavorable des conditions météorologiques sur la production agricole. L'inflation est restée élevée (+20,4% en moyenne en 2023), alimentée en partie par la hausse des prix alimentaires.

La croissance pour 2024 est prévue dynamique mais en ralentissement selon le FMI, à +6,9% (WEO, avril 2024). La prévision devrait être toutefois revue à la hausse compte tenu d'un T4 2023 très dynamique (non pris en compte dans la prévision d'avril du FMI). La baisse de l'inflation (cf. infra) pourrait soutenir la consommation. L'activité bénéficierait aussi d'une hausse des investissements étrangers (construction de l'aéroport de Bugesera notamment). L'investissement privé local pourrait en revanche pâtir du maintien d'une politique monétaire restrictive, afin de soutenir la monnaie locale face au dollar. L'investissement public, en infrastructures en particulier, resterait encore dynamique, mais plus modéré compte tenu des efforts de consolidation budgétaire en cours. Sur le front externe, le rebond de l'activité touristique se poursuit et les perspectives d'exportations agricoles s'améliorent.

- **Durcissement de la politique monétaire**

Malgré la modération des prix du pétrole, l'inflation a progressé à +20,4% en moyenne en 2023 (après 17,7% en 2022, tirée par la hausse des prix alimentaires). Face aux pressions inflationnistes, la banque centrale a poursuivi une politique monétaire restrictive afin de rétablir l'inflation dans sa fourchette cible, comprise entre 2% et 8%. Elle a ainsi augmenté de 100 pnb son taux directeur en 2023 (après une hausse de 200 pnb en 2022) à 7,5% (Cf. graphique ci-dessous).



Pour 2024, l'inflation devrait fortement diminuer, prévue autour de +6% en moyenne. Elle atteint d'ores et déjà +2,3% en moyenne au T1 2024 (contre +30,8% en moyenne sur la même période l'an passé), tirée par la déflation des prix alimentaires due à la reprise du secteur agricole. Dans ce contexte, la banque centrale pourrait envisager de réduire son taux directeur mais le rythme de l'assouplissement monétaire dépendra également de l'évolution du franc rwandais qui s'est fortement déprécié en 2023 (Cf. Position Externe).

- **Une économie encore dépendante du secteur agricole**

Le secteur agricole représente 22 % du PIB et est dominé par les cultures (maïs, bananes, manioc, sorgho, riz, haricots, pommes de terre), notamment d'exportation (thé, café). Le secteur agricole emploierait encore près de 70 % de la population. Le secteur manufacturier, dont l'activité provient essentiellement des PME, concerne en particulier l'agro-alimentaire. La construction est quant à elle soutenue par les investissements publics. Dans le tertiaire, le commerce/transports/immobilier, ainsi que le tourisme sont les secteurs le plus porteurs.

Le gouvernement, qui a particulièrement investi dans le secteur du tourisme d'affaires, souhaite aussi se positionner comme destination d'écotourisme de haut de gamme. L'amélioration des infrastructures de transport (telles que la construction de l'aéroport international Bugesera, le développement de la flotte aérienne RwandAir) devrait se poursuivre. A noter par ailleurs qu'une liaison directe entre Kigali et Paris est en place depuis l'été 2023.

Le pays poursuit par ailleurs son plan stratégique de diversification à long-terme « Vision 2020 » et « Vision 2050<sup>1</sup> » qui repose en grande partie sur le développement du secteur privé. Les Autorités misent ainsi sur l'amélioration constante du climat des affaires afin de stimuler et soutenir l'investissement privé, local et étranger. Les autorités poursuivent également leurs efforts pour l'émergence d'une économie du savoir tirée par l'innovation, les services et l'industrie à plus forte valeur ajoutée. La construction de la Kigali Innovation City (KIC) est une illustration<sup>2</sup>.

- **Un secteur bancaire sain**

Le secteur bancaire est constitué de 14 banques (nationales et étrangères) et demeure sain et bien capitalisé. La capitalisation des banques est satisfaisante à 21,5% en 2023, soit un niveau au-dessus du minimum réglementaire requis de 15% et la rentabilité des capitaux propres (ROE) atteint 20,7% (contre 17,8% 2022).

<sup>1</sup> Ces plans stratégiques sont en ligne avec les Objectifs de développement durable (ODD). Le Rwanda prévoit ainsi d'accéder au statut de pays à revenu élevé à l'horizon 2050.

<sup>2</sup> <https://www.africa50.com/investing-for-growth/projects-investments/kigali-innovation-city/>



Le taux de prêts non performants (NPL) enregistrés par les banques a en revanche progressé à 4,1% en 2023 (après 3,3% en 2022), lié à un défaut de paiement sur une ligne de crédit en particulier. Il n'y a en revanche pas d'alerte spécifique sur les entreprises et les ménages, qui ont dans l'ensemble pu remplir leurs obligations malgré l'impact de l'inflation et de la dépréciation du change, qui a pu peser sur leur capacité de remboursement.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- Une diminution régulière du déficit qui resterait cependant élevé

Après le creusement du déficit public lors de l'exercice budgétaire 2020 (-9,1% du PIB), celui-ci tend à se résorber progressivement, mais est resté élevé à -7,3% du PIB en 2023 (exercice budgétaire terminé en juin 2023). Certaines exonérations fiscales et subventions postpandémie encore en place, conjugué aux efforts de reconstruction après les inondations de début 2023, ont empêché une résorption plus rapide du déficit.

Pour l'exercice budgétaire 2024<sup>3</sup>, le déficit public est prévu à -6,8% du PIB par le FMI<sup>4</sup>. Le contexte électoral (élections en juillet 2024), ainsi que la poursuite des efforts de reconstruction maintiendraient une pression sur les dépenses, compensée en partie par la réduction des dépenses d'investissements de grands projets d'infrastructures.

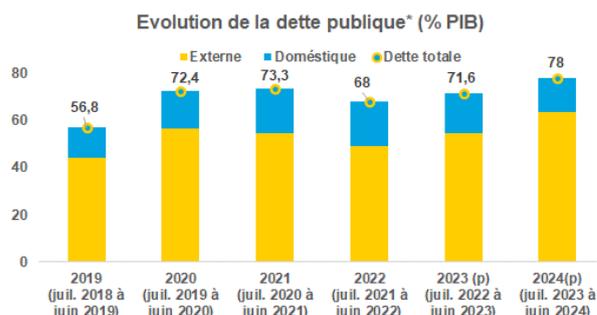
Le déficit public entamerait cependant une diminution plus importante en 2025 à -5,3% du PIB, favorisée par l'augmentation des recettes en lien avec la fin des exonérations post-covid et les nouvelles mesures fiscales (hausse de la taxe sur les carburants et frais d'immatriculation des véhicules importés, augmentation des droits d'accise sur le tabac, la bière et les services informatiques et TVA sur certains produits tels que les téléphones portables et certains équipements de télécommunication). Les dépenses exceptionnelles (reconstruction, effet des élections) ne seraient en outre plus en vigueur. A noter que le Rwanda bénéficie par ailleurs du soutien financier et technique du FMI<sup>5</sup> qui soutient son programme de réformes.

- Une progression de la dette publique qui demeure néanmoins peu risquée

La dette du secteur public rwandais est en constante augmentation, liée aux importants investissements publics<sup>6</sup>, visant notamment à soutenir le commerce et l'activité touristique. La dette publique est ainsi passée d'environ 32% du PIB lors de l'exercice budgétaire 2015

à 56,8% du PIB en 2019. L'impact de la crise a conduit à une forte progression de la dette de près de 16 points à 72,4% du PIB en 2020.

Elle devrait reprendre une trajectoire haussière en 2023 à 71,6% du PIB (après 68% du PIB en 2022), en lien avec la dépréciation du franc rwandais (-18% face au dollar en 2023). La part de la dette extérieure dans la dette publique est en effet élevée (environ 77% du total de la dette en 2023, cf. graphique ci-dessous).



Source: FMI (Country reports 2022 et 2023). \*Exercice budgétaire juillet-juin

En 2024, malgré la croissance dynamique attendue, le ratio dette/PIB atteindrait un pic à 78% du PIB, en raison de la persistance d'un déficit public élevé et de la poursuite de la dépréciation du change. La dette prendrait cependant une trajectoire baissière à partir de 2025, selon les prévisions du FMI.

Malgré la forte progression de la dette, le poids des crédits concessionnels auprès de créanciers multilatéraux réduit le risque de difficultés de remboursement (Cf. position externe). Le risque de surendettement est par ailleurs considéré modéré selon l'analyse du FMI.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- Des exportations dominées par les produits primaires

Les exportations rwandaises sont dominées par les matières premières, métaux précieux et produits agricoles en particulier. L'or est le premier produit d'exportation (près de 30% des exportations moyennes sur la période 2018 et 2022), suivi des produits agricoles (café et thé particulièrement), mais aussi des produits de la minoterie (farines et autres préparations). Le pays a également une activité d'import-export de pétrole pour alimenter les pays voisins, notamment le Burundi. Les Emirats Arabes Unies sont le 1<sup>er</sup> client du pays (30% des

<sup>3</sup> Allant de juillet 2023 à juin 2024.

<sup>4</sup> A noter qu'une révision à la hausse de la prévision de croissance pourrait conduire le FMI à revoir sa précision de déficit public.

<sup>5</sup> Le Rwanda dispose de deux programmes de financement en cours avec le FMI : Une facilité pour la résilience et la durabilité (FRD) de 320 M\$ et une facilité de crédit de confirmation de 262

M\$ en cours jusqu'en 2025, ainsi qu'un instrument de coordination de la politique économique (ICPE).

<sup>6</sup> Il s'agit par exemple de la construction du centre de convention de Kigali (KCC) achevée en 2016 (projet de 130 MUSD), de la hausse de la flotte de la compagnie aérienne nationale, RwandaAir (environ 169 M USD), ainsi que de la construction d'un nouvel aéroport dans le district de Bugesera (coût estimé à 80 MUSD), entre autres.



exportations moyennes du Rwanda y sont destinées), pour l'or en particulier.

- **Un déficit courant élevé**

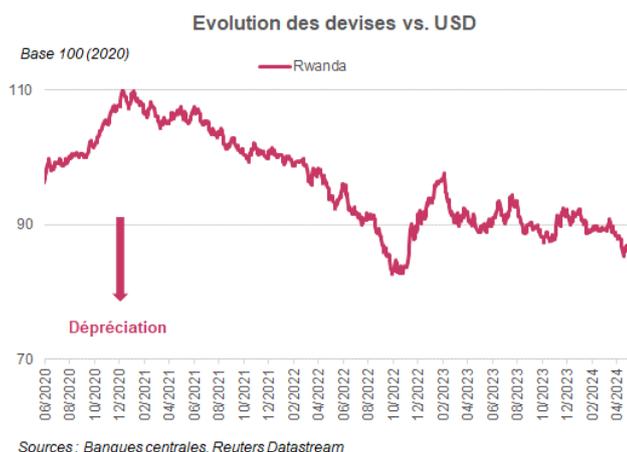
**Le solde courant est structurellement déficitaire**, le Rwanda important les biens d'équipements et services destinés à la réalisation de projets d'infrastructures, ainsi que du pétrole. **En valeur, les importations représentent en moyenne plus du double des exportations du pays.**

**En 2023, le déficit courant a progressé à -11,7% du PIB** (après -9,8% en 2022), dans un contexte de hausse des importations alimentaires, compte tenu des mauvaises récoltes et du matériel nécessaire aux efforts de reconstruction à la suite d'importantes inondations qui ont affecté le pays l'an passé.

**Pour 2024, le déficit courant resterait élevé, prévu à 12,1% du PIB<sup>7</sup>.** Les importations, machines et bien d'équipements en particulier, resteraient élevés pour soutenir les grands travaux d'infrastructures, mais seraient en partie compensées par l'augmentation prévue des recettes d'exportations grâce à la reprise du secteur agricole, la hausse du cours de l'or, ainsi qu'au dynamisme du secteur touristique (voyages, transports).

- **Dépréciation régulière de la monnaie**

**Le franc rwandais a eu tendance à se déprécier face au dollar ces 3 derniers années** (cf. graphique ci-dessous). La monnaie s'est ainsi dépréciée de 18% en glissement annuel en décembre 2023 (après -6% sur cette même période en 2022). **Le déficit courant et un niveau d'inflation élevés, conjugué au resserrement de la politique monétaire américaine, ont pesé sur l'évolution du franc rwandais face au dollar.**



**Pour 2024, les pressions baissières sur la monnaie ne sont pas à écarter dans un contexte de déficit**

<sup>7</sup> Source FMI (WEO, avril 2024)

<sup>8</sup> En vertu de l'amendement à la Constitution obtenu fin 2015, le président Kagame pourra se représenter pour deux quinquennats supplémentaires et devrait remporter les prochaines élections.

**courant qui resterait élevé, et malgré un niveau d'inflation qui tend à diminuer.**

**Les réserves de change de la banque centrale demeurent cependant à un niveau satisfaisant** autour de 4,4 mois d'importations fin 2023 **et offrent une marge de manœuvre à la Banque centrale pour soutenir la monnaie si besoin.**

- **Une dette externe aux conditions favorables**

**La dette externe du pays est prévue à 74,5% du PIB en 2023, dont 54,7% du PIB pour la part publique.**

**La dette publique** (y compris celle garantie par l'Etat) **est majoritairement détenue par les créanciers multilatéraux (75% en 2023) et dispose ainsi de conditions favorables.**

**Le taux d'intérêt moyen de la dette externe est en effet relativement faible à 1,7% avec une échéance moyenne de 15 ans, réduisant également le risque de refinancement.**

**La dette commerciale**, détenue par les créanciers privés, **s'élève à près de 12% du total de la dette externe** et est constituée principalement d'un Eurobond de 10 ans (620 M USD) émis en août 2021, soit la deuxième émission du pays après celle de 2013. Le pays avait en effet profité des conditions encore favorables de marché (taux de rendement de 5,5%) afin de racheter 85% des euro-obligations de 2013 arrivant à échéance en 2023, lissant ainsi un éventuel risque de liquidité.

**Le service de la dette externe du pays reste relativement limité**, estimé à 271 M USD pour 2023 (environ 2% du PIB). **Les réserves en devises**, estimées à 1,7 Md d'USD fin 2023 (environ 4,4 mois d'importations), **ainsi que le soutien financier international permettent au pays d'assurer le remboursement de sa dette.**

## **4. ASPECTS POLITIQUES ET GOUVERNANCE**

- **Le président Kagame devrait rester au pouvoir**

**A la tête du pays depuis les années 2003, le président Paul Kagame et son parti, le Front Patriotique Rwandais (FPR), devraient remporter les prochaines élections présidentielles prévues en juillet 2024<sup>8</sup>.** Son leadership incontestable sur la scène politique depuis plusieurs années a favorisé la stabilité et la continuité politique dans ce pays, malgré un régime politique qui ne laisserait pas de place aux prétentions





## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>Macroéconomie France, Europe, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>Macroéconomie France, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif.